

skema 16/85

Fabius menace l'Afrique du Sud... pour 1987 !

Le colloque international sur les droits de l'homme a été clôturé hier soir par Laurent Fabius. Le premier ministre n'a guère apporté de lueurs nouvelles. Il s'est contenté de paraphraser ce qui avait déjà été répété au cours de ces deux journées.

Sous couvert d'une défense globale des droits, il a continué à placer sur le même pied des atteintes de caractère bien différentes déclarant notamment que la France s'engage « sans pratiquer cette hémiplégie du bon droit qui est la négation du droit ». Est-ce l'effet de la parution du numéro spécial de « l'Humanité », il a dû ajouter une petite phrase sur les difficultés pour la France de se présenter en champion puisque « elle n'est pas toujours sans contradictions et je n'ignore pas la tragique réalité du chômage ou, dans un autre domaine, les problèmes que posent nos ventes d'armements ».

Au chapitre des propositions concrètes, à signaler l'annonce d'une initiation aux droits de l'homme dans les écoles, 10 bourses internationales, la proposition faite aux Nations unies de créer un haut commissariat aux droits de l'homme et une instruction au ministre des Relations extérieures pour qu'il intervienne afin que la Croix Rouge ait accès aux camps de réfugiés au Liban et en Afrique du Sud. Sans doute les participants attendaient autre chose de concret. La minceur des propositions officielles ne fait que rendre plus éclatante l'opération de propagande politicienne qu'auront été ces deux journées.

Dénonçant les pratiques de discrimination raciale de l'Afrique du Sud, M. Fabius a déclaré : « Nous sommes désireux d'investir dans cette région du monde mais si, dans un délai raisonnable, 18 mois à deux

ans, des mesures précises ne sont pas prises par le gouvernement de Pretoria pour en terminer avec ces pratiques, la France ne pourra évidemment pas continuer ses investissements. » Bien sûr, d'ici là, on peut toujours travailler !

Réception de la honte à l'ambassade d'Afrique du Sud

L'ambassade d'Afrique du Sud offrait une réception hier à Paris. En pleine journée des droits de l'homme. N'avaient pas craint d'y assister MM. Messmer, Michel Droit, des dirigeants d'entreprise, des officiers français, des représentants du ministère socialiste des Relations extérieures. Des centaines de jeunes communistes aussi, aux cris de « Nous sommes tous des Noirs d'Afrique du Sud », ils ont éparpillé à la volée des tracts dénonçant le régime de Pretoria.

Cette initiative de la Jeunesse communiste, à laquelle participaient Josiane Voyant et Robert Abad, est une contribution à la préparation du Festival mondial qui se tiendra à Moscou cet été.

Arrêtés devant l'arsenal

Jeudi, trois travailleurs qui diffusaient devant l'arsenal de Toulon le numéro spécial de « l'Humanité » ont été interpellés par la gendarmerie maritime. Il leur a été dressé un procès-verbal d'infraction. Comme aux plus beaux jours des guerres d'Indochine et d'Algérie, où les ven-

deurs de la presse communiste étaient pourchassés devant les bâtiments militaires.

Télégramme à Fabius

Le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, présidé par Georges Marchais, a adressé hier le télégramme suivant au premier ministre : « Apprenons avec émotion menace exécution imminente Djoko Untung-Gatotsutrayo - Rustamo, militants indonésiens condamnés à mort depuis 10 ans pour raisons politiques. Vous demandons au nom défense des droits de l'homme intervention urgente pour obtenir vie sauve pour les 3 condamnés et amnistie générale prisonniers politiques indonésiens. »

Manifestation à La Roche-sur-Yon

Une manifestation s'est déroulée à La Roche-sur-Yon à l'appel du PCF pour attirer l'attention sur les violations des droits de l'homme dans cette région particulièrement touchée par le chômage et qui se distingue par une répression très forte. Deux prises de parole ont eu lieu. Une délégation s'est rendue à la Préfecture où le commissaire du gouvernement a refusé de la recevoir.

Rencontre nationale contre l'apartheid

Le comité permanent de la rencontre nationale contre l'apartheid a écrit au premier ministre pour s'étonner de

n'avoir pas été invité aux journées des droits de l'homme.

« Deux des personnalités sud-africaines que vous avez invitées — et non des moindres — Mgr Tutu, prix Nobel de la Paix, et Mme Winnie Mandela, s'accordent pour reconnaître qu'il ne suffit pas de condamner en paroles le régime de Pretoria mais que des mesures doivent et peuvent être prises par les gouvernements. Dans le message qu'elle a adressé, Mme Winnie Mandela déclare notamment : « Nous avons besoin de l'appui de toutes les nations et de tous les peuples concernés du monde entier pour mettre fin à ce crime. Nous pensons que cela aidera à raccourcir nos souffrances. Nous vous disons : frappez d'ostracisme l'Afrique du Sud. Ne le faites pas dans deux ans, ne le faites pas le mois prochain, faites-le maintenant. »

La question reste donc posée de savoir si votre gouvernement va enfin appliquer vis-à-vis du régime sud-africain les sanctions recommandées par la Communauté internationale. Une telle décision, mieux que tous les discours ou toutes les initiatives spectaculaires, montrerait aux dirigeants de l'apartheid et à l'ensemble des Français profondément attachés au respect des droits de l'homme que le gouvernement français entend prendre toute sa place dans ce combat », conclut la lettre signée par Marcel Trigon au nom du comité permanent.

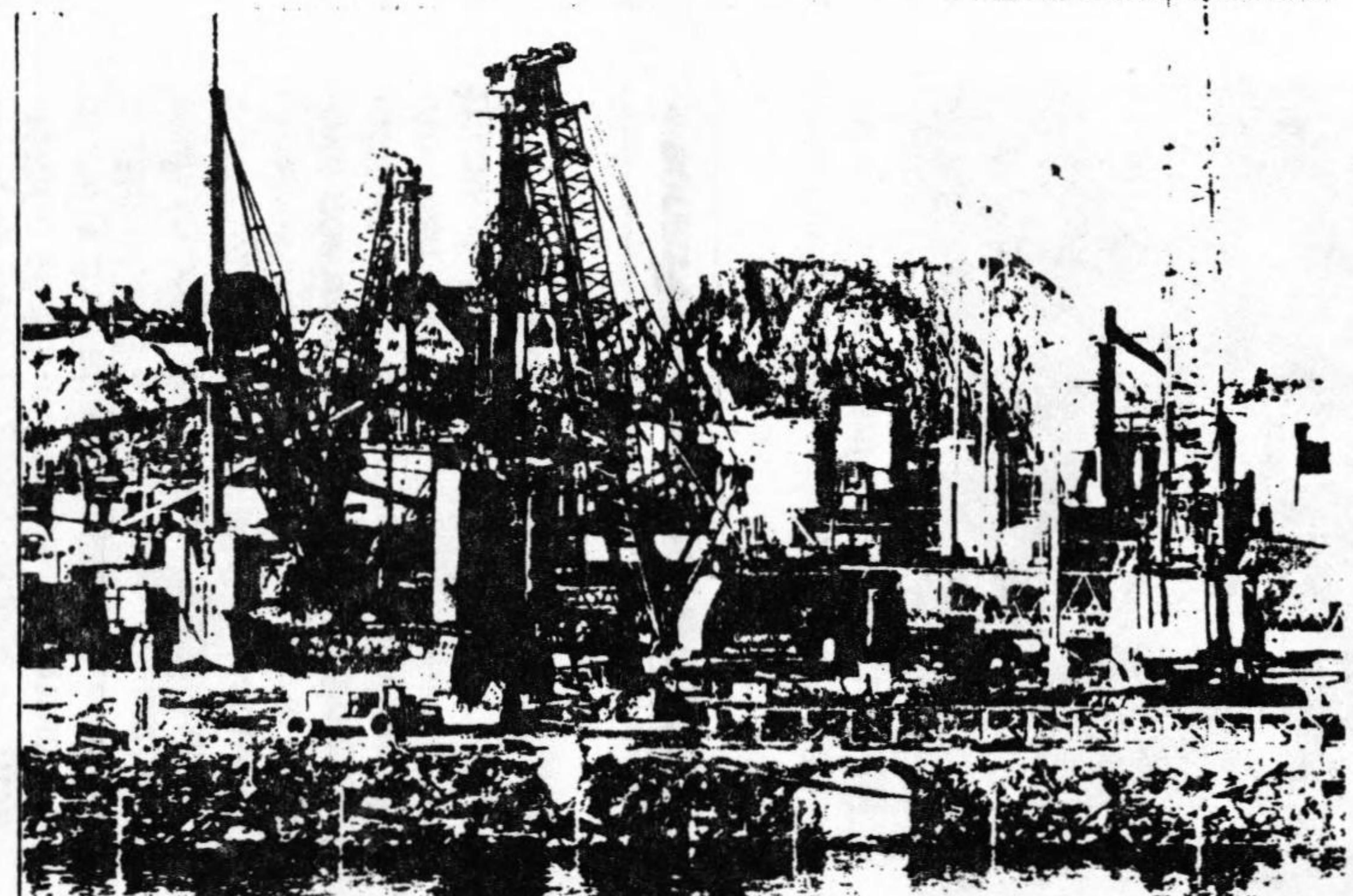
L'AFRIQUE DU SUD POUBELLE NUCLÉAIRE!

Les autorités sud-africaines ont étudié la possibilité de faire des régions reculées du pays un site international d'enterrement des déchets radio-actifs. Ils estiment que les grands espaces ouverts et les conditions arides de la république sont idéaux pour un dépotoir atomique. Cette nouvelle a été annoncée lors d'une conférence de presse à Vaalputs - zone destinée à devenir le site d'enterrement des déchets atomiques de Koeberg - à 100 km environ de Sprinbok dans le Bushmanland.

Le docteur JP Hugo, directeur général de la "Nuclear development Corporation of South-Africa" (Nucor) a dit que la faible pluviosité et les grands espaces arides peu peuplés d'Afrique du Sud, lui épargnent les problèmes auxquels sont confrontés les autres pays utilisant l'énergie nucléaire, en ce qui concerne l'évacuation des déchets.

D'autres pays ont une forte population et doivent réservé la terre dont on a pourtant besoin à l'évacuation... On souligne que, si cette aventure risquée était entreprise, elle rapporterait des billions en devises étrangères au pays. Mais le Dr Hugo a dit que cela pourrait conduire à ce que l'on donne l'étiquette de poubelle nucléaire du monde à l'Afrique du sud, ce qui, pensait-il, ne pourrait-être accepté.

Aujourd'hui tous les sous-produits hautement radio-actifs de Koeberg sont exportés pour être retraités et le pays s'occupant du retraitement est responsable des déchets. Mais l'Afrique du Sud aurait éventuellement à s'occuper de l'évacuation de ses déchets hautement radio-actifs. On a dit que l'Afrique du Sud était capable, techniquement, de stocker les déchets atomiques aussi bien que les autres pays.



Construction site for Trident nuclear submarines at Barrow - Namibian uranium appears to play crucial role